

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18869 - 73ÈME ANNÉE

L'alliance autonomistes-indépendantistes en passe de diriger une collectivité unique aux compétences élargies

## Assises des Outre-mer : la Corse est une leçon à retenir



À La Réunion, le PCR propose la responsabilité pour lutter contre le chômage de masse afin de donner aux Réunionnais les moyens de décision pour régler eux-mêmes leurs problèmes.

Le peuple corse veut prendre en main ses affaires. C'est la confirmation dans les urnes d'une analyse : décider depuis Paris ne marche pas. Ce qui est vrai pour la Corse éloignée de 200 kilomètres du continent l'est d'autant plus pour La Réunion, distante de plus de 9.000 kilomètres de la France, et trois fois plus peuplée que la Corse. Une leçon à retenir au moment où se déroulent les Assises des Outre-mer.

**D**imanche dernier en Corse, la liste représentant la majorité de l'Assemblée territoriale est arrivée largement en tête du premier tour des élections de la collectivité unique, fusion de l'assemblée territoriale et des deux conseils départementaux. Conduite par Gilles Siméoni et Jean-Guy Talamoni, l'alliance des autonomistes et des indépendantistes a recueilli plus de 45 % des suffrages, dans un scrutin marqué par un taux de participation de 52 %.

Deux listes de droite, la régionaliste et Les Républicains, arrivent derrière avec respectivement 14,97 % et 12,77 %. La République En Marche est en 4e position avec 11,26 %. Suit en 5e position avec près de 6 % des voix la liste commune PCF-Corse Insoumise. Le Front national est laminé, avec à peine 3 % des suffrages, très loin de son score à la présidentielle.

Un second tour est prévu dimanche prochain. Il s'annonce très favorable pour Pè a Corsica. Des négociations ont eu lieu entre les deux listes de droite, elles n'ont pas abouti à une fusion. Les deux se maintiendront. La liste LREM sera aussi présente. Autrement dit, les quatre listes qui ont franchi la barre des 7% au premier tour, condition nécessaire pour se maintenir au second tour, partiront chacune de leur côté. Dans ces conditions, une reproduction du score du premier tour est attendu, ce qui pourrait alors donner à la coalition autonomiste-indépendantiste la majorité des sièges de la nouvelle collectivité.

La future Collectivité de Corse sera une assemblée de 63 conseillers. Elle regroupera les compétences de l'actuelle Assemblée de Corse, déjà plus larges que celles d'un Conseil régional, ainsi que celles des deux anciens Conseils départementaux de Haute-Corse et de Corse du Sud.

### **Autonomie et reconnaissance de la langue corse**

Pè a Corsica demande d'aller plus loin. Les revendications sont l'autonomie fiscale, par la gestion des ressources et compétences assurées par l'État dans ce domaine. Par ailleurs, l'objectif est un transfert

progressif de toutes les compétences aux Corses, sauf celles du domaine régaliens (armée, diplomatie, police, justice), avec la possibilité de créer des lois et règlements spécifiques à la Corse.

Sur le plan culturel, Pè a Corsica réclame la co-officialité de la langue corse aux côtés du français. Ce dernier point nécessite une révision de la Constitution, qui ne prévoit que le français comme langue officielle de la République. Pendant la campagne de la présidentielle, le candidat Emmanuel Macron avait fait part de son désaccord sur ce point lors de son passage en Corse : « Il faut aider à ce qu'on enseigne le corse à l'école. Mais, sortons des débats théoriques de la co-officialité ! La République a une langue : le français ».

Concernant l'évolution statutaire, le gouvernement n'a pas fermé la porte. Gérard Coulomb, ministre de l'Intérieur, a en effet déclaré qu'il était favorable à une « autonomie de la Corse dans la République ».

### **Et à La Réunion ?**

Les derniers scrutins ont montré une tendance. Après avoir obtenu la direction de l'Assemblée de Corse lors des élections de 2015, l'alliance autonomistes-indépendantistes avait gagné 3 sièges de députés de

Corse sur 4 lors des dernières législatives. À peine six mois plus tard, la liste Pè a Corsica est arrivée largement en tête du premier tour des élections territoriales, et est bien placée pour être majoritaire dans la future collectivité unique en place le 1er janvier prochain.

Ceci montre que le peuple corse veut prendre en main ses affaires. C'est la conséquence d'un fait : décider depuis Paris ne marche pas. Ce qui est vrai pour la Corse éloignée de 200 kilomètres du continent l'est d'autant plus pour La Réunion, distante de plus de 9.000 kilomètres de la France, et trois fois plus peuplée que la Corse.

Ce constat a été fait par les communistes dans notre île, quand ils ont créé le PCR en 1959. L'objectif était une assemblée pour que les Réunionnais puissent gérer les affaires qui les concernent. C'était la revendication de l'autonomie dans la République.

Au moment où se déroulent les Assises des Outre-mer, le message de la Corse est une leçon à retenir.

**M.M.**

## **Le budget de la Sécurité sociale voté hier à l'Assemblée nationale**

### **La hausse de la CSG adoptée par les députés**

**Lundi, les députés ont adopté le budget de la Sécurité sociale. Il prévoit notamment la hausse de la CSG.**

C'est une des mesures les plus controversées du programme d'Emmanuel Macron. Il s'agit de la hausse de la CSG. Elle a été votée par l'Assemblée nationale. La hausse de la Contribution sociale généralisée est inscrite dans le budget de la Sécurité sociale 2018, qui comprend aussi la baisse de l'allocation pour les parents de jeunes enfants.

L'augmentation de la CSG diminue le pouvoir d'achat. Pour une personne qui gagne 1200 euros par mois, la perte attendue est de 300 euros par an.

Cette mesure est à replacer dans le contexte d'une politique fiscale favorable aux riches, avec notamment la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune qui fait gagner aux plus nantis 3 milliards d'euros par an.

## Edito

# La 4e Conférence mondiale sur l'internet, en Chine

**P**our sa 4e édition consécutive, depuis 2014, la Conférence mondiale sur l'Internet s'est tenue du 3 au 5 décembre 2017, à Wuzhen. La ville d'eau dans l'Est de la Chine a accueilli 1500 invités afin de discuter sur l'un des phénomènes technologiques les plus spectaculaire de l'ère moderne. Sur le plan politique, l'Internet peut être un outil au service du dialogue entre les peuples ou devenir un moyen de destruction massive de l'Humanité.

Les enjeux sont si importants que Xi Jinping a tenu à s'adresser aux participants dès l'ouverture du rassemblement. Dans une lettre ouverte, il donne son point de vue sur la thématique générale : "Développer l'économie numérique pour l'ouverture et des bénéfices partagés – construire une communauté de destin dans le cyberspace".

Devant des représentants gouvernementaux, de responsables d'organisations internationales, des experts, des universitaires, des entrepreneurs, il a exprimé l'espoir d'une "sagesse collective" pour que "le développement d'internet réponde mieux au bien-être des peuples à travers le monde". Il souligne que de nouveaux défis sont apparus dans le domaine de "la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement des pays du monde".

Cependant, reprenant le thème générique du Sommet mondial, il note les avancées. "Bâtir une communauté de destin dans le cyberspace est un consensus de plus en plus général au sein de la communauté internationale". Sa conclusion

confirme les orientations de la politique chinoise : "la Chine ne se refermera jamais et s'ouvrira au contraire de plus en plus". Le message se veut rassurant pour les développeurs de l'internet et de l'économie numérique.

Xi Jinping qui est avant tout secrétaire général du PCC, a poursuivi à ce sommet la grande idée de construire ensemble une communauté de destin partagé. Il l'a développée également le 3 décembre devant les dirigeants des partis politiques les plus importants. Le PCC organisait cette réunion pour la première fois. L'objectif visait à éclairer les grands partis du monde sur les avancées obtenues lors du 19e Congrès et à ouvrir le dialogue consensuel. La présence conjointe des Républicains et Démocrates des Etats Unis est un signe qui ne trompe pas.

Que ce soit sur l'internet et le numérique, que ce soit sur le dialogue entre les Partis, le Parti Communiste Chinois illustre la pensée de XI Jinping de "la nouvelle ère" adoptée au 19e Congrès.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## La Rivière : 25e commune de La Réunion

# Collectif La Rivière 2018 : « Manœuvre de dernière minute à Saint-Louis ? »

Dans un communiqué diffusé hier sous la signature d'Yvon Bello, le Collectif La Rivière 2018 dénonce une campagne de communication de la Mairie de Saint-Louis cherchant à justifier le refus de créer la commune de La Rivière dès le 1er janvier prochain comme une manœuvre visant à influencer le Tribunal administratif. Le juridiction examine en ce moment un recours visant à casser l'arrêté préfectoral.



Conférence de presse du Collectif Rivière 2018.

Comme par hasard, à quelques semaines de la décision du Tribunal Administratif concernant la commune de La Rivière, la ville de Saint-Louis communique tous azimuts sur la fiscalité locale pour tenter de justifier sa demande de report de la commune à 2020 au lieu de 2018 comme prévu initialement.

L'immense majorité de la population est vraiment en colère car si hier encore la ville de Saint-Louis usait de certains arguments, aujourd'hui c'est autre chose. Demain elle pourra toujours en inventer encore d'autres.

Cette énième tentative de diversion s'apparenterait-elle à une manœuvre de dernière minute pour tenter d'influencer grossièrement le Tribunal ? Ce serait affligeant d'autant que la municipalité n'a jamais déféré l'arrêté du Préfet portant création de la commune dès le 16 mars 2017.

Pire encore, la communication du Maire est présentée comme une réalité alors que le Tribunal n'a pas encore

prononcé son délibéré. Il ne fait de doute pour personne que le Tribunal appréciera cette manière de faire.

A vrai dire, l'attitude de la municipalité ne nous étonne pas surtout quand nous savons que, depuis le mois de juillet 2017, des arguments totalement étrangers à l'érection de La Rivière en commune sont méticuleusement inoculés par quelques « très puissantes personnalités » pour essayer de briser le rêve de la population.

Nous restons sereins quant à la décision qui sera rendu par le Tribunal Administratif parce que dans un État de droit rien ne s'oppose à la commune de La Rivière en 2018.

*Yvon Bello*

## Selon les personnes concernées

# L'accord d'Abidjan sur la migration en Libye inapplicable

Interrogé par la PANA, le professeur d'université Mohammed al-Bahloul a estimé que « l'accord d'Abidjan signé à la suite de la vidéo de 20 secondes diffusée par la chaîne américaine CNN n'est qu'une décision politique affective et ne va rien changer dans la situation de la migration clandestine en Libye, vieille de plus de 40 ans et ne va pas améliorer la situation de ces migrants poussés par les conditions dans leurs pays d'origine à traverser le Sahara pour prendre des embarcations de fortune ».

« Comment est-ce que cet accord, signé à la va-vite, peut-il réussir surtout si l'on sait que tous ceux qui l'ont rédigé à Abidjan ignorent totalement ce qui se passe sur le terrain en Libye et ce à cause de l'absence d'ambassades et missions diplomatiques en plus de l'incapacité du gouvernement d'entente libyen, reconnu sur le plan international, de gérer le dossier de la migration contrôlé par des milices armées hors-la-loi en Libye, en tant que pays de transit et d'accueil mais aussi dans les pays pourvoyeurs que dans les pays de destination sur la rive Nord de la Méditerranée », a-t-il ajouté.

### Mesures prévues

Le Sommet d'Abidjan avait décidé de prendre une série de mesures urgentes pour mettre fin à ce qui est appelé des pratiques d'esclavage subies par les migrants en Libye, rappelle-t-on. Le président français, Emmanuel Macron, avait affirmé à l'issue du Sommet mercredi soir que l'Union européenne et l'Union africaine ainsi que les Nations unies « ont convenu de mener des opérations d'évacuation exceptionnelle dans les jours et semaines à venir » en faveur des migrants victimes des ventes aux enchères d'esclaves en Libye.

L'UA, l'UE et l'ONU ont décidé d'apporter un soutien plus important à l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) afin d'aider au retour des africains désireux de regagner leurs pays d'origine, a-t-il

ajouté, affirmant que ce travail sera exécuté dans les prochains jours en coopération avec les pays concernés. En plus de l'évacuation des Africains qui souhaitent quitter rapidement la Libye, M. Macron a parlé de la constitution d'une « force d'intervention » de police et de renseignements et des campagnes de sensibilisation pour empêcher les jeunes de migrer.

L'Union européenne avait annoncé vendredi qu'elle déploie en coopération avec les Nations unies et des organisations spécialisées, d'importants efforts pour exécuter l'accord signé sur la gestion de certains aspects de la migration clandestine en Libye. La porte-parole de l'UE à Bruxelles avait affirmé que l'accent sera mis sur les moyens qui permettent d'arriver aux centres de détention afin de rapatrier les migrants, ajoutant que la deuxième étape consiste à assurer la protection aux personnes nécessiteuses.

### Pas une seule création d'emploi

L'écrivain et journaliste libyen, Ali Mujahed, a émis sur sa page facebook vendredi la crainte de voir « les décisions du Sommet d'Abidjan rester encre sur papier car elles ne sont pas dotées de mécanismes nécessaires et essentiels pour résoudre la crise de la migration même partiellement ».

Il a minimisé les campagnes de sensibilisation proposées par M. Macron pour empêcher les jeunes de migrer, affirmant que ces campagnes ne vont pas nourrir des millions de bouches affamées en Afrique et ne vont pas donner un seul emploi à des millions de chômeurs qui sont les principales causes qui poussent les migrants à fuir leurs pays malgré le fait qu'ils sont conscients des dangers auxquels ils vont être confrontés. Il a ajouté que la solution politique des souffrances des centaines de milliers de migrants consiste d'abord à aider la Libye à sortir de sa crise en poussant les parties en conflit à former un gouvernement

d'union en Libye, en arrêtant les interventions étrangères dans les affaires libyennes et en stoppant à donner des refuges sûrs à tous ceux qui sont impliqués dans le pillage des finances publiques libyennes et les corrompus ainsi que les commerçants de guerre et trafiquants des migrants.

### L'UE pas considérée comme sérieuse

« Ensuite, en lançant des projets de développement dans les pays émetteurs pour encourager les jeunes à rester sur place », a-t-il ajouté. M. Mujahed s'est demandé : « comment peut-on construire un bâtiment sans fondation », affirmant que les participants au Sommet d'Abidjan ont, sur la pression de l'opinion publique, mené une opération de « poudre aux yeux » en limitant les souffrances des migrants à 3.800 personnes qu'on doit évacuer dans une opération quasi-impossible, alors que personne ne connaît réellement le nombre de migrants présents sur le sol libyen, qu'ils soient ceux qui rêvent de rejoindre l'autre rive de la Méditerranée ou les dizaines de milliers qui travaillent dans différents métiers depuis des décennies.

Ossam Fakini (38 ans, ingénieur de communication qui travaille dans une société internationale de téléphonie à Tripoli) a affirmé dans un entretien à la PANA qu'il emploie trois africains de différentes nationalités, deux l'aident dans des travaux d'entretien des téléphones et le troisième travaille dans le café et comme technicien de surface. Pour lui, l'Union européenne n'est pas sérieuse dans son intention annoncée d'aider à atténuer les souffrances des migrants en Libye, donnant l'exemple de la décision de la France d'accueillir 25.000 réfugiés sur plus de 2.000.000 de migrants qui vivent aujourd'hui en Libye, selon les statistiques officielles.

## Sommet sur l'environnement à Nairobi au Kenya

# L'Assemblée de l'ONU s'attaque à la menace de la pollution

L'une des principales questions abordées lors de la troisième Assemblée des Nations unies sur l'environnement à Nairobi, qui a débuté lundi au siège du PNUE, est la lutte contre la menace mondiale de la pollution.

L'assemblée qui rassemble plus de quatre mille chefs d'Etat, ministres, chefs d'entreprise, représentants des Nations unies et représentants de la société civile, s'est réunie lundi pour une rencontre de trois jours qui se termine mercredi. Elle discutera, entre autres, de nouvelles approches pour lutter contre la pollution de l'air, qui est le plus grand tueur environnemental, avec 6,5 millions de vies chaque année. En tant qu'organe de décision le plus élevé au monde sur l'environnement, elle rassemble des participants pour partager des idées et s'engager à agir.

### Conséquences sur la santé

Plus de 80 % des villes ne respectent pas les normes sanitaires de l'Onu en matière de qualité de l'air. Plus d'une douzaine de résolutions sont sur la table à l'Assemblée, y compris de nouvelles approches pour lutter contre la pollution de l'air, selon l'agence des Nations unies. "Notre objectif commun doit être d'adopter des moyens drastiques pour réduire la pollution", a déclaré Dr Edgar Gutiérrez, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica et président de l'Assemblée de 2017. « Ce n'est que grâce à une action collective plus forte, commençant à Nairobi cette semaine, que nous pourrions débiter à nettoyer la planète à l'échelle mondiale et sauver d'innombrables vies."

L'exposition au plomb dans la peinture, qui cause des dommages au cerveau à 600.000 enfants chaque année, et la pollution de l'eau et du sol sont également des domaines d'intérêt clés. Les mers contiennent déjà 500 « zones mortes » avec trop

peu d'oxygène pour soutenir la vie marine, affirme l'agence.

Plus de 80 % des eaux usées du monde sont rejetées dans l'environnement sans traitement, empoisonnant les champs où nous cultivons nos aliments et les lacs et les rivières qui fournissent de l'eau potable à 300 millions de personnes.

### Coût financier

Les statistiques et les rapports sont sinistres. Il y a également un coût économique énorme. Un rapport récemment publié par la Commission Lancet sur la pollution et la santé indique que les pertes de bien-être dues à la pollution sont estimées à plus de 4.600 milliards de dollars américains chaque année, soit 6,2 pour cent de la production économique mondiale.

"Compte tenu des statistiques sinistres sur la façon dont nous nous empoisonnons nous-mêmes et notre planète, des décisions audacieuses de l'Assemblée de l'Onu sur l'environnement sont critiques", a déclaré Erik Solheim, chef de l'environnement des Nations unies. « Cela est aussi vrai pour les menaces comme la pollution que pour le changement climatique et les nombreuses autres menaces environnementales auxquelles nous sommes confrontés ».

Une déclaration plus générale sur la politique environnementale des Nations unies, publiée avant la réunion, souligne les liens entre les événements des 12 derniers mois - les ouragans dans les Caraïbes et aux États-Unis, les sécheresses dans la Corne de l'Afrique et au Yémen. D'autres sont les inondations au Bangladesh, en Inde et en Europe - et les décisions que nous prenons sur nos écosystèmes, l'énergie, les ressources naturelles, l'expansion

urbaine, les infrastructures, la production, la consommation et la gestion des déchets.

### Pour des solutions innovantes

M. Solheim précise que tous les processus globaux complexes liés à l'environnement, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris, se résument à un simple message : nous devons prendre soin des personnes et de la planète.

Il souligne également de nombreuses solutions au problème de la pollution et d'autres préoccupations environnementales, telles que le découplage entre la croissance économique et l'utilisation des ressources naturelles. Le Pnue propose également des solutions aux problèmes. Par exemple, l'énoncé de politique indique que des solutions techniquement et commercialement viables peuvent améliorer l'efficacité de l'eau et de l'énergie de 60 à 80 % dans la construction, l'agriculture, les transports et d'autres secteurs clés. Cela se traduira par des économies, tout en économisant entre 2.900 et 3.700 milliards de dollars américains par an d'ici 2030. Avec plus de 60 % de l'infrastructure urbaine prévue dans les décennies à venir, les possibilités de façonner un avenir meilleur « sont simplement stupéfiantes ».

## Che Guevara, apôtre des opprimés -2-

# Les premières mesures révolutionnaires -2-

**Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».**

**Pourquoi Che Guevara est-il nommé Procureur de la Cabaña et chargé des tribunaux révolutionnaires ?**

Le prestige et l'autorité du Che sont indiscutables à Cuba. Il est réputé pour sa droiture et son intransigeance. Durant la lutte révolutionnaire, il s'est montré implacable avec les puissants, les bourreaux, les tortionnaires et les assassins, et bienveillant avec les faibles, les victimes et le petit peuple exploité et humilié.

Durant la guerre révolutionnaire, Fidel Castro a fait le serment au peuple que les criminels seraient châtiés. La dictature de Fulgencio Batista avait fait près de 20 000 victimes. Lors de son premier discours le 1er janvier 1959, le leader de la Révolution avait lancé un appel au peuple, le conjurant de ne pas céder aux sirènes de la vengeance, assurant que les coupables seraient punis par les tribunaux révolutionnaires. Le peuple cubain a d'ailleurs fait preuve d'un grand civisme lors du triomphe de la Révolution et n'a pas sombré dans la violence vengeresse. Il savait que l'heure de la justice arriverait et Fidel Castro a tenu parole en nommant le Che, figure prestigieuse du mouvement révolutionnaire, Procureur de la Cabaña.



La justice révolutionnaire est toujours une justice sommaire et expéditive, dans tous les pays du monde. Les individus reconnus coupables de crimes de sang ont été condamnés à la peine capitale. C'était une nécessité politique, une exigence populaire et un devoir de justice que de juger les criminels de guerre et les tortionnaires. Il y a eu environ 500 exécutions suite au triomphe de la Révolution lors de procès publics, car le peuple devait être informé du déroulement du processus judiciaire en toute transparence.

Aux Etats-Unis, le gouvernement et la presse ont lancé une campagne de discrédit contre le gouvernement révolutionnaire, dénonçant les exécutions. Curieusement, durant la sanglante dictature de Bastita, ils avaient tous – à quelques exceptions près – observé un silence complice pendant que les Cubaines et les Cubains étaient poursuivis, violés, torturés et assassinés.

En guise de comparaison, lors de l'Épuration survenue en France à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, plus d'un million de personnes furent arrêtées et près de 100 000 furent condamnées. Il y eut près de 10 000 exécutions, dont 9 000 extrajudiciaires.

(à suivre)

**Salim Lamrani**  
**Université de La Réunion**

Source : The Huffington Post  
[https://www.huffingtonpost.com/entry/che-guevara-apostle-of-the-oppressed\\_us\\_5a1dd637e4b0e9a1b9c7b482](https://www.huffingtonpost.com/entry/che-guevara-apostle-of-the-oppressed_us_5a1dd637e4b0e9a1b9c7b482)

## In kozman pou la rout

### « Sort dann poilon pou tonm dann fé ! »

De toutan isi shé nou, konm dann péi déor, demoun té i ansèrv kozman la pou dir ou i sort d'inn movèz pass pou tonm dann in pli mové. Gribouye kan la plui té i sava tonbé téi sote pa dann l'étan ? I di pa demoun la sort Karib pou tonm an Sylá ? Sa i amontr anou pou évite in danzé dé sèrtin té i tonm dann in pli gran. Lé vré, la pa in mark l'intélizans pou fèr in n'afèr konmsa mé la pa toultan demoun i amontr zot lé intélizan. Tazantan la pèr i sifi pou fo tonm aou dann l'ibésilité. I pé dir galman tro d' lintélizans i fé tonm aou dan la kouyonis. Alé ! Mi lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

# Oté

## L'avé d'gou pou vréman viv dann la shèr é dous frans ?

*Pou sak la pa konète pou vréman sak Perreau Pradier, in l'ansien préfè La Rényon té i aèl « la shèr é dous frans », mi sava rakont azot in zistoir moin la antann so matin dann radyo. Mi koné pa lo moun téi rakont zistoir la, mé mi dout pa sak li la di lété vré toul bon pars moin la antann tan é tan d'zistoir konm sa l'ariv isi dann nout péi. Ala lo zistoir moin la antann dsi radyo fridome lindi matin :*

*Lo moun i prézant ali konm in marmaye tèt dir. Si tèlman dir k'in zour son papa étan mor, son momon la désid donn al i la popilasyon. Lo marmaye la antann nouvèl la, pars fitintan bann grann pèrsonne té i pans bann zanfan lété bète vèye pa koman é zot té i konpran pa gran shoz. Donk li la aprann l'asistant sosyal té i doi vnir pou prann ali. Promyé désizyon : li désid alé maron dann l'arondisman é kan l'asistant l'arivé, li té fine kite la kaz pou alé dann bitasyon lé z'alantour.*

*Donk lo promyé kou d'filé la manké.*

*Solman li té i koné dann in ka konmsa, lo dézyèm kou, épi lo troizyèm épi l'ot ankor sé bann zandarm té i vien pou kapaye bann marmaye... Donk in gran matin li antann zip zandarm i rant dan l'alé, li sote par la fènète épi loumaye. Zour d'aprè parèy é zour d'aprè parèye ankor. Li sov dann karo maniok bann voizin, li rash maniok pou manzé ép li grinp dann pyé d'boi.*

*Zandarm i arète in kou pou vni shèrch ali son kaz mé dann in ka konmsa li koné zot i vien l'ékol. Dann l'ékol, li rakont in zorèye sé pou ékout lo mètr, in zorèy sé pou ékout zip zandarm, in zyé pou rogard tablo épi in zyé sé pou suiv lo z'alan é lo pasan dann l'alé l'ékol. Kan zandarm i ariv, li sote par la fènète épi arvoir Pyèr tak baro.*

*Sa la dir in bon koup de tan épi in zour zandarm la pi vni é li l'artrouv in grin la trankilité. Li la bien antann d'ot marmaye konm li bann zandarm la kapayé, kisoï pou mète azot l'APECA, kisoï pou anvoye azot Salazie dann in trik i apèl Lapèp, kisoï ankor pou anvoye azot dan La Frans konm zanfan La Krèz.*

*Lo moun nana zordi soisant z'ané pasé é promyé foi li oz rakont sa dann radyo pars sanm pou li zordi solman li pans li na pi arien pou an avoir la krintiv é selon li ,li lété sirman pandan lontan in marmaye pa rokomandab.*

*Konm zot i oi l'avé d'gou lontan viv dann la shèr é dous frans dann réjime Perreau Padier. L'avé d'gou pou vréman !\**

Justin